



Le Premier ministre confirme la volonté gouvernementale de mettre en œuvre une politique d'austérité budgétaire particulièrement conséquente.

Ainsi au nom d'une prétendue économie de guerre, plus de 40 milliards d'euros seraient rayés de la carte au titre des projets de lois de finances et de financement de la sécurité sociale 2026.

D'ores et déjà, le Gouvernement a gelé 12 milliards d'euros de crédits. Il a également annulé 3,1 milliards d'euros de crédits par décret publié au journal officiel de la République française du 26 avril dernier. De même la mise en danger des emplois de 180 000 agents et agentes des opérateurs de l'Etat et des agences, si elle se confirmait, serait une casse sociale inacceptable.

Ces orientations budgétaires auraient pour conséquences de nouveaux reculs s'agissant des services publics, de la Fonction publique, des emplois publics, des conditions de vie et de travail des agents et agentes publics.

Pourtant, ce même gouvernement octroie plusieurs centaines de milliards d'euros sans contreparties aux entreprises et au titre des niches fiscales et sociales.

Pour nos organisations syndicales cet argent doit financer d'autres choix à commencer par le rétablissement de la rémunération complète, sans carence, pendant les jours d'arrêt maladie ordinaire de même que le versement de la GIPA en 2025.

Les agents et agentes de la Fonction publique, fonctionnaires et contractuels, exigent aussi :

- ⇒ **Des MOYENS BUDGETAIRES à la hauteur des missions des services et des politiques publiques,**
- ⇒ **Des CREATIONS D'EMPLOIS partout où c'est nécessaire et l'accès à l'emploi titulaire des agents et agentes contractuels,**
- ⇒ **L'AUGMENTATION DE LA VALEUR DU POINT D'INDICE rétablissant le niveau de rémunération et des mesures salariales au titre des années 2025 et suivantes,**
- ⇒ **La REFONTE DES GRILLES INDICIAIRES,**
- ⇒ **L'EGALITE SALARIALE ET PROFESSIONNELLE entre les femmes et les hommes.**

**D'AUTRES CHOIX SONT POSSIBLES.
MOBILISONS-NOUS, TOUTES ET TOUS !**

**RASSEMBLEMENT mardi 13 mai 2025
Place Caffé, devant la Préfecture à Chambéry à 17h**